



**Convention contre
la torture et autres peines
ou traitements cruels,
inhumains ou dégradants**

Distr.
GÉNÉRALE
CAT/SP/28
29 septembre 2005
FRANÇAIS
Original: ANGLAIS
ESPAGNOL/FRANÇAIS

RÉUNION DES ÉTATS PARTIES
Dixième réunion
Genève, 30 novembre 2005

**ÉLECTION DE CINQ MEMBRES DU COMITÉ CONTRE LA TORTURE,
EN REMPLACEMENT DE CEUX DONT LE MANDAT PRENDRA FIN
LE 31 DÉCEMBRE 2005, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 17 DE
LA CONVENTION CONTRE LA TORTURE ET AUTRES PEINES OU
TRAITEMENTS CRUELS INHUMAINS OU DÉGRADANTS**

Note du Secrétaire général

1. Conformément aux paragraphes 3 et 4 de l'article 17 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le Secrétaire général convoquera à l'Office des Nations Unies à Genève, le mercredi 30 novembre 2005, la dixième réunion des États parties à la Convention au cours de laquelle seront élus cinq membres du Comité contre la torture, en remplacement de ceux dont le mandat prendra fin le 31 décembre 2005 (voir l'annexe I). On trouvera à l'annexe II le nom des cinq autres membres qui continueront de siéger au Comité jusqu'au 31 décembre 2007.
2. Conformément au paragraphe 4 de l'article 17 de la Convention, le Secrétaire général a, dans une note verbale datée du 20 juin 2005, invité les États parties à la Convention à présenter des candidats à l'élection le 20 septembre 2005 au plus tard.
3. Conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 17 de la Convention, le Secrétaire général a l'honneur de présenter ci-dessous, par ordre alphabétique, la liste des noms des personnes présentées au 20 septembre 2005 comme candidats à l'élection au Comité contre la torture et des États parties qui les ont désignés.

<u>Nom du candidat</u>	<u>Désigné par</u>
M ^{me} Essadia BELMIR	Maroc
M. José Antonio BURNEO LABRIN	Pérou
M. Sayed Kassem EL-MASRY	Égypte
M. Alexandre KOVALEV	Fédération de Russie
M. Fernando MARIÑO MENENDEZ	Espagne
M. Alexander NALBANDOV	Géorgie
M ^{me} Nora SVEAASS	Norvège
M. Xuexian WANG	Chine
M ^{me} Lucienne Ariane ZOMA	Burkina Faso

4. Le texte des notices biographiques des candidats, fournies par les États parties concernés, est reproduit à l'annexe III.

Annexe I

**LISTE DES CINQ MEMBRES DU COMITÉ DONT LE MANDAT EXPIRE
LE 31 DÉCEMBRE 2005**

<u>Nom</u>	<u>Pays</u>
M. Sayed Kassem EL-MASRY	Égypte
M. Fernando MARIÑO MENENDEZ	Espagne
M. Ole Vedel RASMUSSEN	Danemark
M. Xuexian WANG ¹	Chine
M. Alexander M. YAKOVLEV	Fédération de Russie

¹ Nommé en 2005, conformément au paragraphe 6 de l'article 17 de la Convention, à la suite de la démission de M. Yu Mengjia.

Annexe II

**LISTE DES CINQ MEMBRES DU COMITÉ DONT LE MANDAT
EXPIRE LE 31 DÉCEMBRE 2007**

<u>Nom</u>	<u>Pays</u>
M. Guibril CAMARA	Sénégal
M ^{me} Felice GAER	États-Unis d'Amérique
M. Claudio GROSSMAN	Chili
M. Andreas MAVROMMATIS	Chypre
M. Julio PRADO VALLEJO	Équateur

Annexe III

NOTICES BIOGRAPHIQUES DES CANDIDATS À L'ÉLECTION AU COMITÉ CONTRE LA TORTURE

Nom et prénom: Belmir ESSADIA

Date et lieu de naissance: 5 mai 1944

Langue(s) de travail: arabe, français

Situation/fonction actuelle:

Présidente de Chambre près la Cour suprême

Attachée au Cabinet du Ministre de la justice

Principales activités professionnelles:

1967	Magistrate attachée à la Cour suprême
1975	Magistrate près le tribunal de première instance de Rabat
1978	Chargée de mission conseillère près la Cour d'appel de Rabat
1979	Attachée à l'Administration centrale du Ministère de la justice
1992	Magistrate de premier grade, attachée au Ministère de la justice
1994	Conseillère près la Cour suprême
1998	Présidente de Chambre près la Cour suprême
1999	Membre du Conseil constitutionnel

Études:

Diplôme d'études supérieures en sciences politiques

Doctorat d'État en droit public

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat:

Membre du Conseil constitutionnel

Représentante du Ministère de la justice dans un grand nombre de rencontres et de congrès internationaux

Participation à l'élaboration de conventions bilatérales

La candidate a obtenu les certificats et diplômes en matière des droits de l'homme délivrés par les organismes suivants:

- a) Office des Nations Unies à Genève (1981) (été 1990)
- b) Institut international des droits de l'homme, Strasbourg (1981, 1990, 1991, 1997, 2002)
- c) Institut de droit humanitaire, San Remo (Italie) (été 1990)
- d) Institut Prince Edouard, Charlottown (Île-du-Prince-Edouard, Canada), Fondation canadienne des droits humains (été 1992)

Nom et prénom: José Antonio BURNEO LABRIN

Date et lieu de naissance: 4 avril 1947, Pérou

Langue(s) de travail: espagnol, français

Situation/fonction actuelle:

Secrétaire exécutif du Conseil national des droits de l'homme; président de la Commission nationale chargée d'étudier et d'appliquer le droit international humanitaire; président de la Commission de haut niveau chargée du suivi des recommandations de la Commission pour la vérité et la réconciliation; professeur universitaire de droit pénal international et de droit international humanitaire

Principales activités professionnelles:

Chef de l'équipe juridique de la Commission pour la vérité et la réconciliation (2002-2003) et responsable des enquêtes sur les crimes, violations des droits de l'homme et violations du droit international humanitaire

Professeur universitaire: cours hors programme sur «La mondialisation de la justice et des droits de l'homme: tendances et défis» à l'Université Antonio Ruiz de Montoya (Lima), cours général sur les droits de l'homme à la faculté de droit et de sciences politiques de l'Université nationale supérieure San Marcos (Lima) (1991-1993) et cours de DEA sur le système interaméricain des droits de l'homme à l'Institut des droits de l'homme de l'Université catholique de Lyon (France) (1996)

Représentant de l'organisation non gouvernementale *Coordinadora Nacional de Derechos Humanos* (Comité de coordination des droits de l'homme) auprès de la Commission et de la Sous-Commission des droits de l'homme des Nations Unies, à Genève, de 1989 à 1997

Fondateur et directeur de l'équipe juridique spécialisée en droits de l'homme de la *Comisión episcopal de acción social* (Commission épiscopale d'action sociale), de 1982 à 1988

Études:

Maîtrise en droit et diplôme d'avocat; DEA de l'Institut des droits de l'homme de l'Université catholique de Lyon (France); doctorat en droit (Louvain, Belgique) et thèse sur les crimes contre l'humanité

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat:

De 1982 à 1994, le candidat a fait partie d'équipes juridiques chargées de défendre les droits de l'homme, ce qui l'a amené à travailler entre autres sur le problème de la torture au Pérou; dans ce cadre, il a présenté des affaires devant plusieurs organes du système de protection des droits de l'homme des Nations Unies, dont le Comité contre la torture, ainsi que du système interaméricain; de 1989 à 1997, en qualité de représentant d'organisations non gouvernementales péruviennes de défense des droits de l'homme, il s'est employé à promouvoir les droits de

l'homme à Genève; en 2002 et en 2003, il a travaillé sur le volume VI du rapport final de la Commission pour la vérité et la réconciliation, qui contient un chapitre sur la pratique de la torture

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine:

Le crime contre l'humanité et le crime de génocide: généalogie et étude de deux cas emblématiques latino-américains, in H. Bosly et E. David, *Actualité du droit international humanitaire, La Charte*, Bruxelles, 2001

La creación de la Comisión de la Verdad en el Perú, Páginas n° 169, Lima, août 2001

L'affaire Pinochet et le troisième mur, *La Revue Nouvelle*, Belgique, juillet-août 2000

La notion de crimes contre l'humanité en droit pénal international, *Revue de droit pénal et de criminologie*, Belgique, février 1999

The legalization of Impunity: an Obstacle to National Reconciliation, in Charles Harper, éd., *Impunity an ethical perspective. Six case studies from Latin America*, WCC Publications, Genève, 1996

Amnistie ou Impunité, *Revue de l'Institut des droits de l'homme*, Lyon, 1996

Nom et prénom: Sayed Kassem EL-MASRY

Date et lieu de naissance: 7 janvier 1936, Égypte

Langue(s) de travail: arabe, anglais

Situation/fonction actuelle:

Membre du Comité contre la torture, dont il est rapporteur depuis 1998, et membre du Groupe de travail sur les requêtes individuelles

Membre du Conseil égyptien des affaires étrangères

Conseiller spécial sur les minorités auprès du secrétaire général de l'Organisation de la conférence islamique

Membre de l'Association égyptienne des Nations Unies

Principales activités professionnelles:

Maître-assistant dans le cadre du programme de formation aux droits de l'homme de l'école de police du Caire

Maître-assistant pour le Programme de renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme (formation destinée aux juges, procureurs, journalistes et autres) mis en œuvre par le PNUD et le Gouvernement égyptien

Participation aux activités de plusieurs centres de recherche égyptiens; présentation d'exposés sur des questions comme les réformes au sein de l'Organisation des Nations Unies, les opérations de maintien de la paix, les problèmes régionaux du Moyen-Orient, etc.

Études:

Licence en sciences politiques, Université du Caire, 1958

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat:

Coprésident de la délégation égyptienne à la Conférence diplomatique de Rome sur la création de la Cour pénale internationale

Mission au Soudan pour faire connaître la Convention contre la torture aux responsables gouvernementaux et autres acteurs concernés

Mission d'évaluation de la situation de la minorité musulmane dans le sud de la Thaïlande

Ministre-assistant des affaires étrangères, responsable du département des droits de l'homme et des organisations non gouvernementales

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine:

Players or Spectators at the International Arena, ALHILAL Publishing House, Le Caire, 2003

Plusieurs articles dans la presse égyptienne en langues anglaise et arabe, et publications pour des centres de recherche sur des sujets tels que la compétence universelle en matière des droits de l'homme, la Cour pénale internationale, le caractère obligatoire de la prévention de la torture

Nom et prénom: Alexandre KOVALEV

Date et lieu de naissance: 23 août 1938

Langue(s) de travail: anglais, français

Principales activités professionnelles:

1961-1969	Commandant sur les navires de Baltic Shipping Co., Saint-Pétersbourg Capitaine de navires de haute mer
1969-1971	Directeur du département des relations extérieures de Baltic Shipping Co.
1971-1972	Agent de la Mission commerciale soviétique en République fédérale d'Allemagne (représentant des compagnies de transport maritime soviétiques)
1972-1974	Attaché du Consulat général d'URSS à Hambourg
1979-1984	Fonctionnaire (P-4) à la Commission économique pour l'Afrique (Nations Unies), Division des transports et du commerce
1984-1986	Maître de conférences à l'Académie russe du commerce extérieur
1986-1990	Expert principal de la Commission des relations extérieures du Conseil des ministres soviétique
1990-1993	Délégué commercial d'URSS (Fédération de Russie) en Nouvelle-Zélande
1993-1995	Expert principal du Département chargé de la coopération étrangère du Gouvernement russe
1995-2001	Conseiller du Premier Ministre adjoint du Gouvernement russe (chargé des affaires internationales)
2001-2003	Professeur à l'Académie diplomatique du Ministère des affaires étrangères
Depuis 2003	Responsable de la chaire de droit international à l'Académie diplomatique du Ministère des affaires étrangères

Études:

1960	Diplôme de l'École supérieure de mécanique navale de Saint-Pétersbourg
1969	Diplôme de l'Université de Saint-Pétersbourg (faculté de droit)
1979	Diplôme de l'Académie russe de commerce extérieur (faculté d'économie internationale) Doctorat en droit international

Nom et prénom: Fernando M. MARIÑO MENÉNDEZ

Date et lieu de naissance: 1^{er} octobre 1945, Noia (Espagne)

Langue(s) de travail: espagnol, anglais, français, italien

Situation/fonction actuelle:

Membre du Comité contre la torture (2001-2005)

Président du Comité contre la torture (2003-2005)

Titulaire d'une chaire de droit international public à l'Université Carlos III de Madrid

Directeur de l'Institut universitaire «Francisco de Vitoria» d'études internationales et européennes (Université Carlos III de Madrid)

Principales activités professionnelles:

Professeur de droit international relatif aux droits de l'homme

Chargé de cours sur les droits de l'homme (cursus officiel, troisième cycle, maîtrise et doctorat), Université Carlos III de Madrid

Directeur de programmes de recherche sur la protection internationale des droits de l'homme à l'Institut universitaire «Francisco de Vitoria» (Université Carlos III de Madrid); ces travaux de recherche ont débouché sur la publication d'ouvrages sur la protection des groupes vulnérables, la protection des minorités, la protection des droits de la femme, la protection des droits des peuples autochtones et la protection des droits économiques, sociaux et culturels

Directeur du master sur l'action solidaire internationale en Europe (500 heures de théorie et de travaux pratiques) à l'Institut universitaire «Francisco de Vitoria»

Conseiller en protection des droits de l'homme auprès d'organisations non gouvernementales

Études:

Maîtrise en droit (Université de Barcelone, 1967)

Doctorat en droit (Université de Bologne, 1970)

Diplôme de droit public de l'Académie de droit international de La Haye

Diplôme du Centre de recherche de l'Académie de droit international de La Haye

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat:

Cours et séminaires sur les droits de l'homme dans différentes universités: American University, Washington (2003-2005), Université d'Oxford (2005), Institut des droits de l'homme, Strasbourg (2003 et 2005)

Président de la réunion des présidents des organes des Nations Unies créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme (juin 2005)

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine:

La Convención contra la tortura, in F. Gómez Isa et J. M. Pureza, *La Protección Internacional de los Derechos Humanos en los albores del Siglo XXI*. Université de Deusto. Bilbao, 2003

En torno a la prohibición internacional de la tortura, *Obra Homenaje al Profesor J. D. González Campos*, tome I, Madrid, 2005, p. 401 à 418

Cuestiones actuales del examen de informes estatales por el Comité contra la Tortura, *Libro Homenaje al profesor J. A. Pastor Ridruejo*, Madrid, 2005 (sous presse)

Nom et prénom: Alexander NALBANDOV

Date et lieu de naissance: 14 avril 1960, Tbilissi (Géorgie)

Langue(s) de travail: russe, anglais, géorgien

Situation/fonction actuelle:

Conseiller principal du service des droits de l'homme du Département d'État et de la sécurité publique, Bureau du Conseil national de sécurité de Géorgie (organe consultatif attaché à la présidence)

Principales activités professionnelles:

Surveillance du respect des droits de l'homme et établissements de rapports (rédaction de 14 rapports nationaux présentés aux organes des Nations Unies créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme); élaboration de plans d'action nationaux dans le domaine des droits de l'homme (par exemple, le Plan d'action 2003-2005 contre la torture en Géorgie et le Plan d'action 2005 contre la traite des personnes, adoptés par décret présidentiel); relations et coopération avec les organisations internationales et les organisations non gouvernementales locales œuvrant pour la défense des droits de l'homme

Études:

Université d'État de Tbilissi, faculté de philologie russe

Programme de bourses de perfectionnement de l'Organisation des Nations Unies, renforcement des capacités nationales en matière d'établissement de rapports sur les droits de l'homme, Université d'Europe centrale, Budapest (1997)

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat:

Élaboration du rapport initial de la Géorgie sur l'application de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (1996) ainsi que de ses deuxième (1999) et troisième (2003) rapports périodiques

Membre de la délégation gouvernementale qui a procédé à l'examen du deuxième rapport périodique de la Géorgie sur l'application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine:

Étude sur la compatibilité de la législation géorgienne avec les dispositions de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et ses protocoles (Partie II)

Membre du Groupe des experts géorgiens (2003)

Nom et prénom: Nora SVEAASS

Date et lieu de naissance: 11 décembre 1949, Oslo (Norvège)

Langue(s) de travail: norvégien, anglais, portugais, espagnol, notions de français et d'allemand

Situation/fonction actuelle:

Directrice et chercheuse principale, Section de la santé des réfugiés et des migrations forcées, Centre norvégien d'études sur la violence et le stress traumatique, Oslo

Principales activités professionnelles:

Psychologue principale du Centre psychosocial pour les réfugiés, Université d'Oslo. Formation et supervision du personnel de santé, activités de recherche et de psychothérapie avec les réfugiés victimes de torture et d'autres traumatismes graves

Cours sur des thèmes en rapport avec la psychologie, les réfugiés et les violations des droits de l'homme dans différents centres et universités à l'étranger. Présentation d'exposés dans le cadre de plusieurs conférences internationales

Maître-assistant en psychologie au Centre de formation du personnel de l'administration pénitentiaire norvégienne

Membre et conseillère de plusieurs comités d'experts, dont des commissions de doctorat dans des universités nordiques

Études:

Doctorat en psychologie, Université d'Oslo, 2001

Spécialisation en psychologie clinique, 1989

Cand. psychol. (diplôme en psychologie), Université d'Oslo, 1975

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat:

Études sur la santé mentale et les traumatismes des demandeurs d'asile en Norvège

Études sur les réfugiés et le regroupement familial dans les pays d'accueil (élaboration d'un modèle d'intervention)

Coordonnatrice, pour la Norvège, du projet de coopération entre l'Université d'Oslo et l'Université d'Amérique centrale (Managua, Nicaragua) concernant les conséquences de la migration forcée et la violence organisée en Amérique centrale

Thérapie familiale avec des familles de réfugiés au Centre psychosocial pour les réfugiés, Université d'Oslo

Responsable de la publication en Norvège de *Nordisk Psykologi* (Psychologie nordique)

Supervision de projets de recherche sur les traumatismes graves, la santé et le travail psychosocial

Conceptrice et directrice du projet «Info sur la santé et les droits de l'homme», un site Internet qui propose des informations et des directives aux personnes et aux groupes exposés à de graves violations des droits de l'homme

Secrétaire générale de la Société internationale pour la santé et les droits de l'homme, 1998-2005 et membre du conseil depuis 2005

Membre du Conseil consultatif du journal de psychologie publié par l'Association norvégienne de psychologie

Directrice du Comité des droits de l'homme de l'Association norvégienne de psychologie

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine:

Restructuring meaning after uprooting and violence/Psychosocial interventions in refugee receiving and in post-conflict societies (thèse de doctorat), Institut de psychologie, faculté des sciences sociales, Université d'Oslo, 2000 (2^e éd. 2001)

Family, activity and postraumatic reactions in exile (coécrit avec Lie et Eilertsen), *Community, Work & Family*, Royaume-Uni, 2004

Reconstruyendo vidas en el exilio: el trabajo psicosocial con refugiados, *Psicología y derechos humanos*, Barcelone, 2004

Engaging refugee families in therapy: Exploring the benefits of including referring professional in the first family interviews, *Family Process*, États-Unis, 2001

Refugee families in therapy: From referrals to therapeutic conversations, *Journal of Family Therapy*, Royaume-Uni, 2001

Psychological aspects of human rights violation: The importance of justice and reconciliation, *Scandinavian Journal of International Law*, 2000

Psychological work in a postwar context – experiences from Nicaragua, *Community, Work & Family*, Royaume-Uni, 2000

Political Psychology, Oslo (parution en norvégien en 2005)

Pain and Survival. Human Rights Violations and Mental Health (coécrit avec Lavik, Nygard et Fannemel), Presses universitaires scandinaves, 1994

Nom et prénom: Xuexian WANG

Date et lieu de naissance: novembre 1939, province de Shangdong (Chine)

Langue(s) de travail: chinois, anglais

Situation/fonction actuelle:

Ambassadeur du Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine

Haut représentant de la Chine à l'ASEM (Dialogue Europe-Asie)

Envoyé spécial chargé des affaires afghanes

Membre du Conseil exécutif de l'Association de la Chine pour les Nations Unies

Principales activités professionnelles:

1969-1973	Fonctionnaire de l'ambassade de Chine au Royaume-Uni
1974-1980	Troisième secrétaire de l'ambassade de Chine en Malaisie
1980-1982	Troisième secrétaire puis directeur adjoint du Service des organisations et conférences internationales du Ministère chinois des affaires étrangères
1982-1989	Deuxième secrétaire, premier secrétaire et conseiller, Mission permanente de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies
1989-1991	Conseiller puis directeur général adjoint du Service des organisations et conférences internationales du Ministère chinois des affaires étrangères
1991-1994	Consul général de Chine (avec rang d'ambassadeur) à Los Angeles
1994-1997	Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire et représentant permanent adjoint de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies
1997-2001	Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Chine auprès de la République d'Afrique du Sud
Depuis 2001	Haut représentant de la Chine à l'ASEM (Dialogue Europe-Asie)
Depuis le 25 février 2005	Membre du Comité contre la torture

Études:

1961	Diplômé de l'Université d'études étrangères de Beijing, spécialisation en relations internationales et anglais
1965-1966	Études supérieures à l'École polytechnique de Londres, spécialisation en anglais

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat:

- | | |
|-------------|--|
| 1981 | Participation à la réunion annuelle de l'Organisation juridique consultative Afrique-Asie |
| 1980 | Participation à la troisième conférence des Nations Unies sur le droit de la mer |
| Depuis 1981 | Participation aux réunions de l'Assemblée générale des Nations Unies (16 fois) |
| 1991 | Participation à la quarante-septième session de la Commission des droits de l'homme |
| 1994-1997 | Responsable des questions relevant des Troisième et Sixième Commissions de l'Assemblée générale |
| 2001 | Participation à un séminaire sur la lutte contre la criminalité transnationale organisé à Beijing par les organes de maintien de l'ordre des pays membres de l'ASEM (Dialogue Europe-Asie) |
| 2001 | Participation à un séminaire sur la protection de l'enfance organisé à Guangzhou par les organes de maintien de l'ordre des pays membres de l'ASEM (Dialogue Europe-Asie) |

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine:

Membre du comité de rédaction du *World Affairs Yearbook* (éd. World Affairs Press)

Nom et prénom: Lucienne Ariane ZOMA

Date et lieu de naissance: 31 octobre 1964, Ouagadougou (Burkina Faso)

Langue(s) de travail: français, anglais

Situation/fonction actuelle:

Déléguée pour l'Afrique de la FIACAT (Fédération internationale de l'action des chrétiens pour l'abolition de la torture); représentante de la FIACAT auprès de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP); responsable du programme «Formation des formateurs africains aux droits humains» lancé par la FIACAT en partenariat avec l'Institut des droits de l'homme de Lyon (IDHL) et l'Université catholique de l'Afrique centrale (UCAC)

Principales activités professionnelles:

Consultante en sciences sociales: depuis cinq ans, suivi pédagogique et encadrement des administrateurs généraux de l'action sociale, conférences et modules sur la thématique «violence et sociétés»

Physiothérapeute: membre de l'équipe humanitaire internationale chirurgicale de Better Life Foundation; accompagnement des victimes de la torture au Cabinet Notre-Dame de Fidélité

Formatrice aux droits de l'homme; dans le cadre de la mission FIACAT auprès de ses structures dans différents pays d'Afrique et d'Europe, conférences et échanges avec des personnes victimes de la torture

Études:

Études de théologie à l'Institut supérieur de théologie et de philosophie de la Compagnie de Jésus à Paris et études de physiothérapie en Belgique

Études de sciences sociales et économiques à l'Institut supérieur des sciences sociales et économiques de Paris (Institut catholique de Paris)

Études de droit à l'Institut des droits de l'homme de Lyon (IDHL), en partenariat avec l'Université catholique de l'Afrique centrale (UCAC)

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat:

Depuis 1987, membre de l'ACAT puis de la FIACAT, organisations engagées dans la lutte contre la torture

Visite de centres de détention et prisons dans de nombreux pays d'Afrique et échanges avec les détenus et les responsables pénitentiaires

Appui institutionnel dans le cadre de la prévention et de la lutte contre la torture par des conférences-débats en milieu carcéral, scolaire et universitaire et auprès des agents de sécurité et des populations à la base

Depuis 2000, contribution à l'élaboration et à la rédaction des lignes directrices proposées par l'Association pour la prévention de la torture et adoptées par la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples en 2002

Examen des dossiers soumis par les coalitions d'organisations non gouvernementales dont fait partie la FIACAT – Coalition des ONG internationales contre la torture (CINAT) et Coalition mondiale contre la peine de mort – dans le cadre de leurs stratégies de lutte

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine:

Contribution à l'ouvrage *Cultures africaines et lutte contre la torture* publié par la FIACAT (2002)

Article sur *La tolérance, vecteur d'enracinement de la démocratie* (2004)
